

## CE MONDE QUI BOUGE

## Cette faim qui menace la planète

Par Hassane Zerrouky



Le nombre d'affamés dans le monde, 870 millions, loin d'avoir baissé, est en nette progression. C'est le cri d'alarme lancé par le rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation, Olivier De Schutter, à l'occasion de la célébration, par les Nations Unies, de la Journée mondiale de l'alimentation qui a débuté mardi à Rome. «Si on mesurait la malnutrition plutôt que la faim, non plus le déficit en calories mais celui en micro-nutriments essentiels au développement des enfants, comme l'iode, le fer, les vitamines, les chiffres seraient encore plus considérables : on passerait au moins à 1,5 milliard d'individus», a-t-il estimé. Autre chiffre qui donne la mesure de la gravité de la situation, 40% de la nourriture produite dans les pays développés sont gaspillés chaque année. Encore faut-il préciser que la pauvreté s'accroît d'année en année dans les pays capitalistes développés où des centaines de milliers de personnes vivent dans la précarité et sous le seuil de pauvreté. La vision de milliers de familles, comme aux Etats-Unis, expulsées de leurs logements et jetées à la rue, un chômage, une clochardisation et une mendicité en nette progression que n'arrivent plus à masquer les fastes d'un néo-libéralisme ravageur, en sont les symptômes les plus voyants. Ainsi, même les populations des pays développés ne sont plus à l'abri d'un retour de la malnutrition !

Il est vrai que la dégradation climatique et environnementale n'est pas étrangère à la progression de la faim dans le monde. Le réchauffement climatique de la planète, pour ne prendre qu'un exemple, qui a atteint un seuil dangereux, s'est traduit par des conséquences majeures et irréversibles sur la nature et l'homme : sécheresse,

désertification, inondations, tornades, mauvaise qualité de l'air... Elle s'est traduite en particulier par la réduction du tiers de la productivité végétale et agricole durant ces dernières décennies. Certains pays, autrefois verdoyants, sont devenus pratiquement désertiques. En Algérie, le désert gagne chaque année du terrain tandis que le béton «mange» chaque année des terres fertiles.

De fait, le monde fait face à une mutation environnementale extrêmement préjudiciable pour l'avenir de ses habitants et des générations futures. Des scientifiques, des mouvements écologistes, les altermondialistes et tous ceux qui se dressent contre les méfaits du néolibéralisme, ne cessent de tirer la sonnette d'alarme. Toutefois, les réponses à cette situation, qui font débat aujourd'hui, pointent rarement la responsabilité des dirigeants des pays développés, voire des patrons des multinationales. Certains mouvements écologiques en appellent au sens de la responsabilité des grands groupes capitalistes quand ce ne sont pas ces derniers, à l'instar de Vivendi ou d'Areva, premier producteur d'uranium de la planète, qui tentent de récupérer une inquiétude réelle et de l'instrumentaliser, à leur profit. D'autres, se situant dans la mouvance de la gauche radicale, tel le Front de gauche en France, pointent plutôt la responsabilité du néolibéralisme. En effet, la spéculation capitaliste, qui n'a que faire des crises des écologistes, ne connaît pas de répit. Les cours mondiaux du blé et d'autres denrées alimentaires s'envolent. Quand ce n'est pas la sécheresse qui est avancée comme explication, c'est l'argument de l'augmentation des cours du pétrole qui est mise en avant. Ceci expliquant cela, les prix du maïs et du blé ont augmenté de 25% depuis septembre, renchérissant la facture céréalière, laquelle est estimée par la FAO à 36,5 milliards de dollars pour les pays pauvres.

En outre, les grands groupes alimentaires des pays riches comme les Etats-Unis, le Canada ou la France, qui disposent de stocks importants de blé ou de maïs, peuvent à tout moment faire baisser – ce qui est rare – ou monter les prix. Se greffe à cette situation, le phénomène d'accaparement des terres de nombreux pays pauvres par les fonds des pays du Golfe pour produire des denrées davantage destinées à l'exportation qu'à satisfaire les besoins des populations locales, souvent africaines. Ou encore la spéculation financière sur les agrocarburants, dénoncée par l'ONG «les Amis de la Terre», à savoir ces céréales destinées à produire du carburant pour les véhicules, très rentables financièrement, mais dommageables pour les millions de personnes qui ne mangent pas à leur faim ou qui ne mangent pas du tout.

H. Z.

**Fin de la grève des travailleurs de l'Etusa. L'accord conclu entre l'employeur et les représentants des travailleurs a eu lieu hier en début d'après-midi, après deux journées de négociations.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Des négociations ont eu lieu sous une forte mobilisation des travailleurs qui, pour la troisième journée consécutive, ont occupé le siège de la Centrale syndicale. «On lancera un appel à tous les travailleurs pour qu'ils rejoignent leur poste de travail», a indiqué Mohamed Kherroubi, porte-parole des contestataires, et d'ajouter sur un ton menaçant, «s'il y a des représailles contre les grévistes, on va paralyser la capitale».

La fin de la grève a été décidée après que les animateurs du mouvement de protestation aient pris connaissance du procès-verbal (P-V) signé entre des représentants de la Centrale syndicale et la Direction générale de l'Etusa.

L'accord en question stipule «la prise en charge d'un bon nombre des

# ETUSA Gain de cause pour les protestataires



Photo : Samir Sid

Fin de la grève des travailleurs de l'ETUSA.

revendications des travailleurs». Il s'agit notamment d'une «augmentation de 2 225 DA du salaire de base avec effet rétroactif à partir de mai 2012, du respect de l'engagement pris par la direction d'appliquer la convention collective, notamment les articles concernant la prime de panier et la prime de non accident, ainsi que la réintégration des travailleurs licenciés dès la réception de leurs recours».

Un P-V dont les points essentiels ont été lus par un responsable de la Fédération des transports de l'UGTA, Kamel Falkou, devant les manifestants.

Cette radicalisation du mouvement des travailleurs de l'Etusa, faut-il le rappeler, dont l'action est «large-

ment soutenue par les syndicalistes de base», s'est poursuivie durant trois jours. Deux réunions devaient avoir lieu entre le premier responsable de la Fédération des transports UGTA, le directeur général de l'Etusa et un émissaire du ministère des Transports.

Selon une source sûre, cette réunion a été initiée par le ministre des Transports dans la «perspective de désamorcer la crise» et d'«éviter qu'elle se propage aux autres entreprises du secteur des transports». De même source, on indique que M. Amar Tou a usé de tous les moyens pour rentrer en contact avec les responsables de la Centrale syndicale, dont le secrétaire général, pour contribuer

«au règlement de la crise». Le «forcing» initié par le ministre des Transports pour désamorcer la crise fait suite aux informations recueillies en ce deuxième jour de grève et selon lesquelles le mouvement de grève a paralysé l'ensemble des activités de l'Etusa dont le tramway.

La même source ajoute que des travailleurs ont, par ailleurs, décidé de prendre leurs distances avec leur syndicat d'entreprise en initiant une pétition demandant le retrait de confiance à son secrétaire général.

Cette décision fait suite, ajoute-t-on, aux propos tenus par ce dernier et contenus dans le procès-verbal de la réunion du 13 octobre dernier.

A. B.

## RÉÉCHELONNEMENT DES DETTES DES ENTREPRISES

## 160 milliards de dettes rééchelonnés et 26 milliards d'agios effacés

**Près de 1 400 petites et moyennes entreprises (PME) et de très petites entreprises (TPE) ont bénéficié du rééchelonnement de leurs dettes, a indiqué, hier, lors de son passage à la Chaîne III de la Radio algérienne, Abderezak Trabelsi, délégué général de l'Association des banques et établissements financiers (ABEF).**

**Lyas Hallas - Alger (Le Soir)** - M. Trabelsi, qui parle d'une «situation provisoire» et non pas d'un «bilan définitif», a estimé le montant des dettes rééchelonnées à 160 milliards de dinars (1,6 milliard d'euros environ) et les agios effacés à 26 milliards de dinars (260 millions d'euros environ). Et de préciser : «Il s'agit pour l'ensemble de crédits à l'investissement», qualifiant ces montants d'«extrêmement importants».

Selon lui, les banques se sont basées dans le choix des dossiers éligibles à ce rééchelonnement, décidé à l'issue de la tripartite de mai 2011 et entériné par la loi de finances complémentaire 2011, sur le principe que «les entreprises jugées capable de rebondir, de créer de la richesse et de payer leurs dettes en bénéficient.» Les entreprises n'ayant «aucune

chance de rebondir» à cause d'un outil de production «obsolète» ou dont le management «ne rassure pas sur leur avenir» ont été ainsi exclues.

Ce faisant, M. Trabelsi a souligné que le volume des «crédits non performants» a commencé à devenir «significatif». «Le recouvrement est une préoccupation des banques et même si les crédits non performants n'ont pas atteint une limite d'alerte qui pourrait mettre le système en péril, ce n'est quand même pas quelque chose de très négligeable», a-t-il déclaré. Et s'il n'a pas donné un chiffre quantifiant les pertes, le délégué de l'Association des banquiers a avancé que les banques algériennes, globalement, «présentent des taux de rentabilité des plus élevés au monde».

Il s'est néanmoins réjoui dans ce contexte de la prudence manifestée par les banques, que certains jugent «excessive», vu les surliquidités y dormant : «Je suis heureux de le constater et je trouve qu'il est normal qu'elles soient prudentes, surtout dans ce contexte de turbulence internationale.» A la question de savoir si c'est l'affaire Khalifa qui a poussé les banques à la prudence, M. Trabelsi était catégorique : «Absolument pas ! Certes,

cette affaire a créé un traumatisme qui a duré quelques années. Je ne veux pas la négliger non plus. Mais tout mettre sur de telles séquelles serait totalement erroné en termes d'analyse.»

Il a établi, par ailleurs, que ce n'est pas la «contrainte financière» qui bloque l'investissement productif en Algérie : «Pour que les banques financent des projets, il faut qu'il y ait une demande. Les opérateurs économiques algériens sont enclins à importer plutôt qu'à investir. C'est vrai que l'effet d'aubaine créé par l'aisance financière du pays ces dernières années peut justifier cet engouement pour les opérations de commerce extérieur. Ce n'est pas aussi pour leur jeter la pierre. Mais je crois que c'est la gestion du processus d'investissement dans sa globalité qui pose problème et les opérateurs économiques trouvent plus de difficultés pour monter des projets d'investissement que dans le négoce ou l'importation. Sinon, un dossier bien ficelé est traité dans un délai très court et le promoteur aura une réponse dans pas plus d'un mois.»

L. H.